

CLIN D'ŒIL

Deux gagnantes pour le Caddiethon du Lions



Les prix ont été remis dernièrement à Marie-France Camguilhem et Christelle Daguerre. © B.C.

Pour financer la recherche contre les myopathies, le Lions Club Orthez-Salies et le patron du supermarché Leclerc Thierry Manescau le patron du Centre Leclerc ont fait cause commune. Postés à l'entrée du magasin à l'occasion du Téléthon, les bénévoles du club philanthropique ont en effet organisé une tombola permettant de remporter 150€ en bons d'achats offerts par le magasin. Des lots qui ont été remis dernièrement aux deux gagnantes, la Sallespissienne Marie-France Camguilhem et l'Orthézienne Christelle Daguerre. L'organisateur du Téléthon Didier Garrain a de son côté reçu du Lions un chèque de 1 634, 23 €.

EN VILLE

COMMERCE

Premiers mouvements pour la reprise de l'ancien bar Le 7^e Art



Les anciennes enseignes ont été déposées mercredi. THIERRY COSTA

Fermé depuis près de deux ans, l'ex-bar Le 7^e Art sur l'avenue de la Moutête commence à reprendre vie. Mercredi, des agents des services techniques de la Ville, propriétaire des murs, ont en effet démonté les anciennes enseignes. Selon l'adjointe au commerce Céline Lembezat, le repreneur - dont l'identité n'a pas encore été officialisée - devrait rouvrir après quelques travaux, courant mars.

À NOTER

Marchés → Les mardis 25 décembre et 1^{er} janvier étant fériés, les prochains marchés hebdomadaires seront avancés aux lundis 24 et 31 décembre, en matinée.
Caisse primaire d'assurance maladie → L'antenne orthézienne de la CPAM, rue Lhoste, sera fermée pendant les vacances scolaires, du 24 décembre au 6 janvier.

Habitat : après la vente du bailleur local, le flou demeure sur les projets en centre-ville

L'opérateur HLM départemental a acté jeudi l'acquisition de l'ensemble des actifs du bailleur social orthézien SOEMH et affiche son ambition d'agir pour la rénovation de l'habitat au centre-ville. Mais aucune opération n'est identifiée pour l'instant.

Si l'historique bailleur social local SOEMH n'est désormais plus qu'une coquille vide, en attente de liquidation, en revanche, il faudra encore attendre un peu pour savoir quels sont les projets de rénovation de l'habitat en centre-ville portés par son repreneur.

Ce jeudi, la signature de la cession à l'opérateur départemental Office 64 de ses 389 logements et autres actifs contre un chèque de 10,15 M€ n'a en effet pas permis d'en savoir plus. « Nous avons des projets. Mais il est prématuré de le dire. Il y a mille choses à faire », a simplement indiqué le maire Emmanuel Hanon. « Si je ne cite pas tel ou tel projet, c'est parce que cela s'inscrit dans un partenariat global. Il y a l'office, le département, l'intercommunalité, la ville... Tout cela demande, avant de flécher tel où tel bâtiment, de mettre tout le monde autour de la table pour regarder clairement dans la politique de l'habitat de l'intercommunalité, dans les volontés de la ville, ce que l'on va pouvoir mettre en œuvre. Cela sera fait en 2019. Ensuite, en fonction des moyens des uns et des autres, on verra. »

Aucun engagement écrit

« On a bien noté que vous nous attendiez sur d'autres projets, à Orthez et aux alentours, y compris en matière de bâti existant », lui a répondu le directeur de l'Office 64 Philippe Etcheverria. « Il y a quelques années, on a trop construit en périphérie, alors qu'il y a dans les communes pas mal de bâtisses anciennes... C'est parfois compliqué. Mais quand on peut, je



L'acte de cession a été signé par la présidente Joëlle Bayle-Lasserre et le directeur de l'Office 64 Philippe Etcheverria. © A.R.

crois que c'est notre devoir », a-t-il continué. Reste cependant encore à savoir où, quand et surtout avec quels moyens Office 64 prévoit d'agir pour la rénovation d'anciens logements. Une question loin d'avoir une réponse pour l'instant.

Seule annonce au final, tout projet se fera à la demande des élus locaux. « La commune nous sollicitera. On ne s'auto-saisit pas. Nous sommes au service des collectivités, sur ce type d'opérations », ajoute Philippe Etcheverria, qui précise qu'« aucun engagement écrit » ne détaille les ambi-

tions en matière d'opérations nouvelles de rénovation dans le cahier des charges de la cession. Précision confirmée jeudi par la présidente de la SOEMH Joëlle Bayle-Lasserre... qui avait toutefois tenu devant le conseil municipal il y a quelques des propos un brin différents, sous le feu des questions de l'opposant Yves Darrigrand.

« C'est très bien d'avoir des promesses orales, mais à quel niveau ? Comment ? Sur quel programme ? Sur tout ça, on est dans un flou absolu. Alors que c'est l'élément déterminant dans la vente de la

SOEMH », s'était-il insurgé. « M. Darrigrand, rien n'a été fait à l'oral. Tout a été fait à l'écrit », lui avait répondu la présidente de la SOEMH, également adjointe aux affaires sociales.

Moyens d'actions plus importants

En attendant, cette vente annoncée mi-juillet et décidée sous la pression de la loi Elan, qui pousse les acteurs du HLM à se rapprocher afin de constituer des parcs immobiliers d'un seuil minimum de 12 000 logements d'ici 2021, est bien perçue localement. « On réalise en quelques mois une opération qui n'était pas espérée, qui conforte nos usagers. Avec Office 64, ils seront entre de bonnes mains », se réjouit Emmanuel Hanon au nom de la Ville, actionnaire majoritaire de la SOEMH.

Pour l'édile, la perte d'un outil sous contrôle municipal est en effet contrebalancée par les engagements du repreneur en faveur de la rénovation des logements existants et du maintien d'une antenne de proximité (voir zoom). À la tête d'un parc frisant les 11 000 logements répartis dans 158 communes, le bailleur départemental dispose en effet d'une séduisante force de frappe.

ARNAUD ROSSIGNON | orthez-pp@pyrenees.com

🔍 ZOOM

Près de 8 M€ engagés d'ici 2030 dans la rénovation du parc de résidences de la SOEMH

Dans le cahier des charges de la cession, Office 64 s'engage. Et pas qu'un peu, puisque le bailleur social va investir près de 8 M€ d'ici 2030 dans la rénovation du parc de logements SOEMH. 4 M€ seront ainsi injectés dans un premier temps dans le rafraîchissement des résidences Écureuil 1 et 2, Bellevue et Saint-Bernard à l'horizon 2020. D'ici 2030, un second programme d'une envergure similaire suivra. Par ailleurs, la Ville a obtenu un siège - dévolu à l'actuelle présidente de la SOEMH Joëlle Bayle-Lasserre - au sein du conseil d'administration de l'opérateur. Enfin, le maintien des six salariés de la SOEMH à leur poste a été garanti. Tout comme le maintien d'une antenne d'accueil, dans l'actuel siège de la SOEMH, avenue Moutet. Office 64 profitera d'ailleurs de ce pied à terre au centre du département pour réorganiser son fonctionnement, écartelé entre les Agglos bayonnaise et paloise. L'agence d'Orthez, qui sera renforcée par environ 4 salariés, gèrera ainsi près de 1300 logements du centre du département. Dont les 400 qu'Office 64 possédait déjà en ville.

Ligne Dax-Orthez-Pau: la ministre confirme l'étude

La ministre des Transports Élisabeth Borne a été sensibilisée ce jeudi à l'état de la voie ferrée Dax-Orthez-Pau, cette dernière étant considérée comme la pire de la région en termes de ponctualité et de fréquence des TER.

Une délégation conduite par la sénatrice Denise Saint-Pé accompagnée des militants de l'association LGV Orthez-Oui, dont son président René Ricarère, a en effet pu exposer ses arguments en faveur de la

modernisation de la voie. La ligne Dax-Orthez-Pau doit en effet bénéficier d'une étude, évaluée à 1 million d'euros (financée par les collectivités et SNCR Réseau) inscrite dans le contrat de plan Etat-Région 2015-2020. Or cette dernière se fait toujours attendre depuis son annonce il y a plus de trois ans. À en croire les participants à la réunion, sa réalisation devrait toutefois bien intervenir d'ici la date butoir.

« Nos arguments ont été entendus. Les engagements de



Les partisans de la modernisation de la voie aux côtés de la ministre. © DR

l'étude de modernisation de la ligne seront respectés dans les délais. La ministre des Transports nous a assuré d'une réponse officielle dans les prochaines semaines » indiquent ainsi les membres de la délégation reçue à Paris.

Une fois l'étude effectuée, il faudra quand même continuer le lobbying pour obtenir des travaux de modernisation, d'autant plus nécessaires avec l'abandon du projet de LGV (ligne à grande vitesse) entre Bordeaux et Dax.